Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 91 (1946)
Heft: 5

Artikel: Le tragique du coup de main
Autor: Allgöwer, Walther
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342321

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le tragique du coup de main

Cet article a été écrit il y a une année. Bien qu'il ait gardé toute sa valeur, nous prions les lecteurs de bien vouloir se reporter à ladite époque.

I

Lorsqu'en 1917 la Russie eut été contrainte de déposer les armes à cause de la révolution favorisée par l'Etat-major allemand lui-même, il fut possible à Ludendorff de tourner presque toutes ses forces vers l'Ouest. Il se proposait d'enfoncer le front à la soudure des armées française et anglaise. Par un succès militaire éclatant, il comptait obliger les alliés à entreprendre des négociations de paix. Il concentra dans un secteur étroit des forces d'assaut mobiles et des masses d'artillerie, inconnues jusque-là, qui devaient entrer en action à l'improviste et porter des coups mortels à l'ennemi, avant que celui-ci ne fût revenu de sa surprise. Gouvernement et Haut commandement allemands désiraient faire tourner ainsi le sort de la guerre en leur faveur, et nourrissaient par tous les moyens, leur foi en sa réussite.

Au printemps de l'offensive, au printemps 1918, tout se déroula selon leurs souhaits : les Alliés se trouvèrent dans une situation très grave. Mais les troupes allemandes étaient trop faibles ; elles manquaient de la mobilité et de la puissance de feu qui leur eussent permis d'exploiter à fond les effets de la surprise. En même temps, de l'autre côté, Foch imposait sa volonté et assurait la coordination de toutes les forces alliées. Lorsque l'échec de l'offensive allemande fut devenu évident, le commandement de l'armée considéra la guerre comme perdue et chercha un chemin vers la paix. Ludendorff

se retira ; cela ne l'empêcha pas, lui permit même, de prétendre plus tard qu'il n'avait pas été vaincu. Pourtant sa retraite signifiait bel et bien que la situation militaire de l'Allemagne était sans issue. Hindenburg fut chargé de la liquidation.

Rien ne tenait plus au cœur du Haut commandement allemand que de se disculper de la responsabilité de la défaite. A l'extérieur, on fit état de la supériorité en matériel des Alliés ; on répandit des slogans « fureur aveugle de la matière », « trahison de l'esprit pour la technique », « bataille ne reposant en rien sur l'intelligence, mais en tout sur le matériel » ; ce que l'on avait recherché soi-même dans cette dernière grande offensive, la supériorité matérielle, on en faisait grief à l'adversaire après l'insuccès. Personne ne pipa le mot : faute de commandement. Personne ne parla de mauvaise conception stratégique. On propagea la légende d'une armée non battue, de l'invincibilité du soldat allemand, de la bassesse et du manque de scrupules de l'adversaire. De très nombreuses publications de l'après-guerre soutiennent même la thèse que l'Allemagne aurait été victorieuse, si elle avait pu disposer des moyens nécessaires. N'est-ce pas là un motif pour reforger des armes ?

Sur le plan de la politique intérieure, la révolution socialiste devint le bouc émissaire. Le gouvernement de gauche fut accusé d'avoir poignardé l'armée victorieuse dans le dos et d'avoir fait échouer les possibilités d'obtenir une paix favorable. La « République de Weimar » fut dès le début vouée à l'opprobre : par un coup de main politique, elle avait empêché le peuple allemand de recueillir les fruits d'un long effort. On parla de trahison, le coup de poignard en fut le leitmotiv. Elle ne put jamais se relever de cette sentence, qui devint plus tard la charnière des attaques de la droite contre le gouvernement et la nouvelle constitution.

Les combats de Rhénanie furent le premier essai de rébellion contre la paix de Versailles. Pendant plusieurs années, la guerre avait éloigné une foule de jeunes gens de la vie civile. C'est de bien mauvais gré qu'ils reprirent une activité

professionnelle. Ils saisirent chaque occasion de courir au métier des armes et s'annoncèrent partout où ils pouvaient engager la lutte : soit contre le régime au pouvoir, soit contre le traité de Versailles, soit contre les troupes d'occupation. Les combats de Rhénanie étaient avant tout une démonstration du désir de combattre ; ils eurent pour effet d'étouffer toute tentative d'entente avec l'ennemi, ainsi que la résignation du peuple.

La littérature militaire sur la grande guerre naquit dans le climat de ces derniers combats et de la légende d'une armée non vaincue. On publia une masse d'historiques des régiments. Des exemples particuliers fournirent la matière de nombreux récits. Les exploits héroïques furent mis à l'honneur. Et presque tous les ouvrages revenaient sur ce même thème : l'armée allemande fut au-dessus de tout reproche ; si elle dut capituler, la faute en revient à des circonstances malheureuses. On mit en relief : le combats navals, les raids des ballons dirigeables « Zeppelin », les engagements d'avions, les coups de main des sous-marins et de l'infanterie. Même les vues générales n'étaient, en substance, qu'un amas de documents isolés. Chez le peuple on développa la conviction que la guerre est une suite de *coups de main* victorieux et que le commandement n'a pas d'autre mission que de les coordonner.

La politique subit une évolution analogue. Le renversement du gouvernement en 1918 avait déjà prouvé que la révolution populaire pouvait arriver à ses fins par un *coup de main*, ne fût-elle soutenue que par une minorité. C'est pourquoi on ne rechercha pas le chemin légal pour parvenir à une réorganisation politique. Bien au contraire, les groupes influents n'avaient qu'un but : arriver au pouvoir par un nouveau *coup de main*. Cette tendance se révéla dans les luttes pour la souveraineté, lorsqu'en Saxe et en Bavière la Reichswehr dut intervenir pour protéger le gouvernement. Elle se manifesta également par l'assassinat de Rathenau, qui ne fut pas seulement le premier geste de l'antisémitisme, mais aussi le symbole des procédés à employer dans les conflits politiques futurs.

Les menées subversives se mettent en pleine lumière lors du putsch de Munich en 1923. Hitler avait essayé de déposer le gouvernement et de prendre le pouvoir avec l'aide de Ludendorff. Sa tentative se termina par une sanglante défaite, mais elle avait créé des martyrs et animé l'esprit de révolte. Il se trouva des hommes, en foule, qui sabotèrent la démocratie au lieu de se vouer à la reconstruction pacifique du nouvel Etat. Les débats politiques furent remplacés par des cortèges tumultueux, des manifestations publiques, des rassemblements de partis et des batailles dans les salles de conférences. Tribunaux criminels secrets rappelant la « Cour véhmique » et assassinats politiques devinrent des moyens légaux. Un seul principe : la force, habillée des raisons les plus nobles, mais en réalité dépourvue de tout scrupule.

Dans ces conditions, le pacte de Locarno et la politique d'entente avec l'ancien adversaire ne pouvaient pas réussir. Stresemann prétendait que l'Allemagne, en perdant la guerre, devait avoir appris que l'on ne peut pas se faire valoir dans le monde uniquement par l'épée. Il affirmait que le pays ne retrouverait son rang que par une politique habile et une industrie supérieure. Mais le gouvernement était trop faible pour le soutenir contre un peuple impatient et ne songeant qu'à venger la « Honte de Versailles ». Les quelques succès qu'il qu'il obtint peu à peu en politique extérieure ne furent pas suffisants pour apaiser une population ébranlée par la ruine économique et par l'agitation des groupements de la droite. Le désir d'un changement de régime, quelle qu'en fût la direction, devint toujours plus violent et finit par provoquer l'effondrement intérieur de l'Etat.

Hindenburg se vit obligé de faire appel au parti le mieux organisé. Hitler monta donc au pouvoir de façon légale. Apparemment du moins ! Mais peu après le 30 janvier 1933, il montra qu'il n'avait pas oublié la méthode du Putsch. Il fit nommer les députés sans laisser voter les communistes, l'incendie du Reichstag échauffa les esprits, la loi des pleins

pouvoirs fut obtenue par force. Dès lors, Hitler abattit l'opposition par des *coups de main* successifs. Les divergences, à l'intérieur du parti lui-même en 1934, puis plus tard dans le corps des officiers, furent réprimées avec une extrême rigueur. Le mouvement politique procédait par bonds, chacun étant un nouveau *coup de main*, si bien que le pays se trouva en permanence sous la tension de cette évolution dynamique.

Maître chez lui, Hitler se tourna vers l'étranger. Sa première attaque fut dirigée contre la Société des Nations, dont la création avait déjà déplu aux Allemands, qui voyaient en elle une alliance des vainqueurs. Il n'avait qu'à prendre ce reproche comme point de départ. C'est ce qu'il fit et ses critiques virulentes soulevèrent les applaudissements du peuple. Brusquement, l'Allemagne quitta la Conférence du désarmement et la Société des Nations. Un plébiscite à grand spectacle confirma ce premier geste. La liberté d'action était regagnée aux yeux du pays lui-même et à ceux des grandes puissances. Ce *coup de main* en politique étrangère eut l'effet d'une démonstration internationale, car les Etats de l'Alliance étaient opposés par des désaccords en ce qui concerne l'organisation internationale.

Le deuxième point d'attaque fut l'Autriche. Dans ce cas également, le Führer pouvait s'appuyer sur des remous existant déjà. Peu après l'armistice, l'ancienne propagande d'Anschluss avait été reprise, laquelle tendait tout d'abord à une union douanière, puis à une collaboration politique. En plus de cela, le pauvre pays amputé manquait d'hommes politiques de grande envergure et devait lutter péniblement contre les difficultés économiques et politiques. Ces facteurs furent exploités pour entretenir et développer un parti d'opposition favorable à l'Anschluss. L'œuvre la plus caractéristique de ce groupement fut le *coup de main* contre le gouvernement et l'assassinat de Dollfuss. Schuschnigg parvint toutefois à réorganiser la résistance contre l'Allemagne. Mais finalement, il fut pris au dépourvu à l'Obersalzberg et dut fléchir quel-

ques semaines plus tard devant le *coup de main* final qui livrait son pays au grand Reich.

La Tchécoslovaquie tomba de façon semblable, tandis que l'Angleterre assistait impuissante au déroulement des événements. L'Allemagne paraissait d'abord ne rechercher que la libération des Sudètes, mais par un *coup de main*, elle occupa Prague et paralysa toute résistance. Toutefois, son plus grand triomphe, la politique d'Hitler le remporta en Russie. Alors que les commissions alliées piétinaient pendant des semaines à Moscou, Ribbentrop parvint à s'entendre avec Molotov et à obtenir pour son pays les mains libres en Pologne. A cette époque, il semblait n'y avoir aucun remède contre le *coup de main* politique et l'on s'attendait à voir l'Allemagne grignoter ainsi tous ses voisins. Le monde était perplexe, les armées n'avaient plus qu'à exploiter les succès politiques.

Leur intervention ne tarda pas. Le corridor polonais avait toujours été considéré comme une « Echarde en la chair » et aucune opération militaire n'aurait pu être plus populaire que la reconquête du territoire perdu. On essaya donc contre la Pologne un genre de *coup de main*, nouveau par son énorme envergure et qui consistait en une *attaque stratégique par surprise*. Une politique habile avait masqué, pendant plusieurs années, les intentions belliqueuses du Reich et simulé l'amitié ainsi que la confiance. Les ressortissants allemands en Pologne formèrent une « Cinquième colonne » importante, avec l'aide des traîtres. A l'ouest, l'Allemagne ne courait pas de danger immédiat, grâce à la ligne Siegfried et grâce aussi à l'inactivité des puissances occidentales. Une armée magnifiquement équipée et extrêmement mobile fut concentrée en Prusse orientale et en Silésie ; elle était prête à entrer en action par une vaste manœuvre en tenailles. Alors, coup sur coup, sans déclaration de guerre, on fit jouer les moyens politiques, économiques et militaires ; si bien qu'après trois semaines, le sort de la Pologne était réglé.

La Wehrmacht tira profit de l'hiver qui suivit, en combinant un *coup de main* encore plus considérable, dont les victimes devaient être le Danemark et la Norvège. Toujours la même préparation : « Cinquième colonne », cheval de Troie, mise en place d'armées puissantes. Les premiers succès de l'opération, obtenus en une seule nuit, furent suffisants pour empêcher les pays assaillis de reprendre le dessus. Ceux-ci furent bientôt complètement occupés. Assurée au Nord, l'Allemagne déplaça la bataille vers l'ouest pour y livrer la lutte décisive. La Hollande tomba sous les coups de la « 5e colonne », des troupes aéroportées et des divisions mécanisées. La Belgique dut se rendre malgré une vive résistance. Les troupes anglaises sur le continent furent rejetées à la mer à Dunkerque. La France, affaiblie par les dissensions intestines, gouvernée sans fermeté et n'ayant pour toute défense qu'une armée désorganisée et mal équipée, ne fut pas en état de résister aux assauts des blindés et des Stuka. Elle capitula, à la consternation générale, au bout de quelques semaines.

L'attaque contre l'Angleterre fut aussitôt entreprise. Mais les bombardements stratégiques sur Londres n'atteignirent pas les résultats prévus. Une invasion ne pouvait se réaliser que si la flotte anglaise avait pu être affaiblie de telle sorte, qu'elle n'eût plus été capable d'assurer le ravitaillement de l'île. Les mines magnétiques parsemées dans les mers causèrent des pertes sérieuses. Bateaux de guerre et de commerce devinrent les proies des avions et des sous-marins. Les destructions furent pourtant inférieures à celles que l'on attendait de ces *coups de main* navals. La Grande-Bretagne était plus forte que ne l'avait laissé entendre la propagande en l'appelant « Empire mourant ». Il fut dès lors évident que le Troisième Reich devait tout d'abord s'assurer vers l'Est, avant de rassembler toutes ses forces contre l'Angleterre : la Wehrmacht s'arrêta à la côte de l'Atlantique et prépara son offensive contre les Balkans et la Russie.

La surprise politique joua de nouveau le premier rôle. La Hongrie et la Roumanie furent occupées sans coup férir, et, malgré l'opinion de la majorité du peuple, le bassin danubien devint une base pour les campagnes futures ; Belgrade et Athènes offrirent de la résistance. La Yougoslavie, qui avait suivi longtemps la politique de l'Axe, essaya au dernier moment de regagner son indépendance par un *coup de main*. La réponse de l'Allemagne fut une *attaque par surprise* ; après deux semaines à peine, le pays était entièrement occupé. La Grèce, affaiblie par sa guerre contre l'Italie, était menacée par les forces de la Wehrmacht stationnées en Bulgarie. Elle succomba dans la même opération. En plus, le Reich eut l'occasion de chasser une armée anglaise, accourue au secours des Hellènes, et de faire une démonstration spectaculaire de sa supériorité et de son invincibilité, par un succès dont s'empara la propagande, la brillante conquête de la Crète.

Après s'être assuré ainsi une base dans le Sud, la Wehrmacht dirigea son glaive contre la Russie. Encore une *attaque stratégique par surprise*, dont les premiers effets devaient être énormes et rendre impossible toute résistance prolongée. Mais en Russie un auxiliaire précieux fit défaut, c'est la « 5e colonne ». Celle-ci n'existait que dans les espérances du gouvernement allemand, qui croyait à la pourriture du régime soviétique. En outre, il fallait augmenter les forces d'assaut dans des proportions gigantesques et les répartir sur un immense territoire. La conception de *l'attaque par surprise* persista toutefois, ainsi que la foi en une réussite rapide. Effectivement, les premiers succès confirmèrent la valeur de cette méthode. Les fortifications de la frontière furent enfoncées, des centaines de mille Russes se virent faits prisonniers, de vastes territoires passèrent sous le contrôle des armées victorieuses, Moscou et Léningrad se trouvèrent à un rien de la chute. Mais là s'arrêta la marche en avant. Puis ce fut l'hiver. L'année suivante, l'offensive fut reprise et, parallèlement, Rommel commença son expédition d'Afrique. Finalement, le drapeau à

croix gammée flottait sur l'Elbrouz et Rommel arrivait aux portes de l'Egypte, devant le canal de Suez.

II

Toute l'évolution de l'Allemagne depuis 1918, et même avant, jusqu'aux combats de Stalingrad, est fondée sur le *coup de main* politique et militaire, qui prit une extension toujours plus grande et finit par devenir *l'attaque stratégique par surprise.* Ceci n'explique, certes, pas tous les événements et nous n'allons pas en abuser. Toutefois, il est manifeste que le principe du Putsch se retrouve sans cesse, et va en crescendo, des actes de sabotage contre les voies ferrées de Rhénanie jusqu'aux offensives gigantesques contre la Russie. Toujours la même conception et les mêmes procédés. C'est pourquoi nous jugeons utile de les étudier de plus près.

Une première considération est la situation géographique particulière de l'Allemagne. Celle-ci se trouve au milieu de l'Europe et n'a pas de frontières naturelles. Elle est pauvre en matières premières, mais abrite en revanche une très nombreuse population. Il en résulte une situation dangereuse, qui exige l'emploi de toutes les forces et une préparation constante, pour que le pays soit en état de s'opposer à une agression quelconque. La deuxième considération est historique. L'Allemagne fut arrêtée dans son développement par la guerre de Trente ans. Quand elle put devenir une grande puissance, la France, l'Angleterre et la Russie étaient déjà bien consolidées intérieurement et possédaient de vastes colonies. L'Allemagne se sentait désavantagée, alors que ses voisins étaient repus. Au XIXe siècle, comme maintenant, elle se croyait isolée, même menacée par les grandes nations.

Une troisième considération est l'influence spirituelle de l'idéalisme et du romantisme germaniques. L'idée occupe la place centrale, elle construit et imagine ce que doit devenir la vie. Il se crée ainsi une disproportion entre les désirs et le réel

et cette disparité engendre les conflits les plus tragiques. Hegel échafaude une vaste philosophie de l'histoire, à laquelle doivent se soumettre les événements. Les Romantiques chantent la grandeur de l'Allemagne, devant laquelle les autres nations n'ont plus qu'à s'incliner. Nietzsche arrête brusquement le développement organique et essaie par un renversement de toutes les valeurs de modeler une nouvelle figure humaine et une autre conception de l'histoire. Spengler prophétise la chute de l'Europe, chute qui ne peut être évitée que par l'attitude et les procédés prussiens. Tous les grands esprits allemands sont à tel point aveuglés par leurs théories personnelles qu'ils ne voient plus la simple réalité.

Notre dernière considération sera enfin les particularités de l'évolution politique. Les idées de la Révolution française n'ont pas pénétré l'Allemagne. Au XIXe siècle, une grande partie de la population est encore écartée de la vie publique et les décisions sont prises par une infime minorité. Bismarck recherche avant tout l'unification du Reich, il étouffe les discussions et les débats politiques, qui seuls pourraient mettre au jour des institutions durables. Les partis d'opposition sont maintenus dans une attitude négative qui les rend incapables de participer activement à l'organisation de l'Etat. Les affaires étrangères appartiennent exclusivement au gouvernement ; elles peuvent tout au plus être commentées par les bourgeois derrière leur « Biertisch ». C'est ainsi qu'en 1918 il n'existe en Allemagne ni élite politique ni éducation civique du peuple. Groupes et partis, au lieu de s'occuper des problèmes d'actualité, s'égarent dans des idéologies développées avec intolérance. On ne parle que de décisions catégoriques ; toute saine réorganisation est rendue impossible.

(A suivre.) WALTHER ALLGÖWER.

Traduit de l'allemand par M. Montavon.